

Édito



Dans un contexte de flambée des prix, la période actuelle est marquée, dans de nombreuses entreprises, par des luttes pour obtenir des augmentations de salaires, luttes qui s'avèrent souvent victorieuses.

L'Éducation nationale et ses personnels ne sont pas épargnés par les conséquences de cette inflation galopante. Les agent-es de catégories C et les précaires sont les premières victimes alors que les catégories A subissent également une baisse de pouvoir d'achat. C'est un inacceptable appauvrissement des agent-es de la Fonction publique.

La question salariale est, bien sûr, inhérente à la perte d'attractivité que connaissent les métiers de l'Éducation. Pour preuve, le ministère a dû, cette année, prolonger d'une semaine supplémentaire l'inscription aux concours enseignants faute d'un nombre suffisant de candidats et candidates.

Il est urgent que le ministère et le gouvernement prennent le problème à bras le corps et cessent de proposer des mesures à court terme et à bas coût (principalement des primes) qui ne concerneraient qu'une partie des personnels. S'agissant des personnels enseignants, rappelons que la partie inconditionnelle ne concernera que les débuts et milieux de carrière alors les autres collègues devront accepter le « pacte », ses missions supplémentaires et ses sources de tension dans les équipes pour espérer quelques augmentations indemnitaires. C'est d'autant plus inacceptable que ce système renforce les inégalités femmes/hommes existantes.

Toujours dans l'Éducation la défense de la voie professionnelle reste source de mobilisation. Après les grèves des 18 octobre et 17 novembre, les collègues ne désarment pas et restent debout contre un projet de réforme qui est une remise en cause de la voie professionnelle sous statut scolaire. Cette voie a pourtant permis, pendant des années, de former des jeunes issu-es majoritairement des classes populaires mais aussi de leur apporter un bagage culturel indispensable que l'entreprise est dans l'incapacité d'offrir.

Enfin, le prochain coup bas de la part de nos dirigeants sera très certainement la réforme des retraites. Toutes leurs interventions dans les médias visent à préparer les esprits à cette échéance. Nous faire travailler plus longtemps est devenu presque un mantra pour ce gouvernement qui est prêt à bafouer la démocratie à coup de 49.3 pour imposer ses choix de société.

Ils ont le 49.3, nous avons la lutte et le rapport de forces pour imposer d'autres choix de société. À nous de nous en servir.